

LETTRE OUVERTE AUX REPRESENTANTS POLITIQUES AU SEDIF

A l'occasion du vote du 24 juin 2010 au SEDIF

Comme pour le recul de l'âge de la retraite, on voudrait nous faire croire que le choix de confier la gestion de l'eau en Île-de-France à VEOLIA est déjà fait, avant même que les représentants politiques ne se soient démocratiquement prononcés.

La réalité est toute autre : le 24 juin, les représentants des 135 communes actuellement au Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF) auront une responsabilité historique. Soit confier sa gestion à VEOLIA, pour la troisième fois depuis la création du SEDIF et après un contrat de 48 ans. Soit entrer en résistance et refuser de perpétuer la rente des barons de l'eau, et en rejetant VEOLIA, ouvrir la voie à une gestion publique.

L'enjeu dépasse largement l'Île-de-France car il s'agit dans ce domaine du premier contrat européen. La manne qu'il procure, est largement utilisée par VEOLIA pour se développer partout en France et dans le monde, pour être le premier marchand d'eau de la planète.

Alors que Paris vient de retourner à une gestion publique de son eau, alors que la chambre régionale des comptes vient d'épingler pour la troisième fois la « comptabilité tronquée » et les multiples opérations illégales du SEDIF, alors que l'UFC Que Choisir ? a révélé une surfacturation colossale, en partie reconnue par les audits officiels du SEDIF, perpétuer cette gestion opaque et privée est anachronique !

Dans ces conditions, le mouvement UTOPIA s'adresse aux représentants politiques qui siègent au comité syndical du SEDIF. Tout d'abord pour qu'ils assument enfin leurs responsabilités politiques et acceptent, quelque soit leur opinion sur le fond, un vote transparent sous forme d'un scrutin public. Ensuite, pour qu'ils rejettent le nouveau chèque en blanc donné à VEOLIA sur le dos des usagers d'Île-de-France.

Les représentants de la gauche doivent laver le déshonneur du vote du 11 décembre 2008 : une part significative des élus socialistes et communistes au SEDIF avaient alors voté à bulletin secret pour la gestion privée proposée par la droite la plus libérale. Avec ce nouveau vote, il y va de leur crédibilité pour incarner une alternative politique dans la période à venir.

Contact :

Franck Pupunat, Porte-Parole : 06 26 65 80 96